

---

## COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate  
Le 17 février 2026

Ministère des Finances

### **Le budget assure l'avenir de la Colombie-Britannique et protège les services essentiels**

La Colombie-Britannique fait des choix disciplinés tout en assurant la croissance de l'économie

***En bref :***

- *Le budget 2026 préserve les services essentiels dans la durée.*
- *Le plan financier fortifie la formation professionnelle pour renforcer la sécurité économique de la Colombie-Britannique.*
- *Le budget 2026 prévoit un déficit en déclin à partir de l'exercice 2026-2027.*

---

VICTORIA – Dans un contexte d'incertitude économique persistante et accrue, le budget 2026 repose sur des choix judicieux en vue de protéger ce qui compte le plus pour la population de la Colombie-Britannique. Il préserve les services de santé, l'éducation et les programmes sociaux tout en assurant l'avenir de la province à travers la formation professionnelle et des investissements ciblés destinés à stimuler la croissance économique.

« Au cours des huit dernières années, nous avons construit des écoles et des hôpitaux et investi dans les services sur lesquels compte le public jour après jour, affirme la ministre des Finances, Brenda Bailey. Ces investissements nous ont permis d'arriver à cette période d'incertitude en position de force, mais il faut être réaliste devant la situation financière difficile à laquelle est confrontée la province. Nous choisissons de sauvegarder les acquis tout en stimulant l'économie pour assurer de bons emplois et la prospérité économique pour les personnes et les familles. »

Le budget 2026 ouvre encore plus de portes vers les formations menant à des carrières bien rémunérées dans les métiers spécialisés, et ce grâce à un nouvel investissement de 283 millions de dollars sur trois ans. Cet investissement permettra d'augmenter le nombre de places dans les programmes de formation pour les métiers à forte demande, d'accroître le financement par place accordé aux centres de formation et de rehausser le programme de subventions pour la formation du personnel – le B.C. Employer Training Grant – de manière à doubler le nombre de places en apprentissage d'ici 2028-2029.

Une nouvelle enveloppe d'investissement stratégique de 400 millions de dollars permettra à la Colombie-Britannique d'investir rapidement dans des projets d'envergure et des occasions de collaboration, alors que le gouvernement fédéral investit dans la souveraineté du Canada.

Le budget 2026 prévoit un nouveau crédit d'impôt temporaire, le Manufacturing and Processing Investment Tax Credit, destiné à stimuler l'investissement dans de nouveaux bâtiments, machines et équipements de fabrication et de transformation pour aider les entreprises à exploiter les nouvelles occasions qui se présentent.

Pour soutenir le secteur maritime de la Colombie-Britannique, qui est le plus important au Canada, le budget 2026 prolonge le crédit d'impôt provincial pour l'industrie de la construction et de la réparation navales jusqu'à la fin 2027.

### **Sauvegarde de l'essentiel par temps d'incertitude**

Le budget 2026 protège les services vitaux sur lesquels la population compte chaque jour par un financement de 5,1 milliards de dollars servant à renforcer le système de santé, l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année et le soutien aux personnes qui nécessitent des soins et de l'assistance.

Ce financement inclut des fonds visant à former plus de personnes dans les métiers de la santé et à recruter plus de médecins, de personnel infirmier et de prestataires de soins de longue durée dans toutes les régions de la Colombie-Britannique.

Le budget 2026 prévoit 634 millions de dollars en nouveaux fonds sur trois ans pour l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, incluant un investissement de 167 millions dans le fonds de renforcement des services en classe – le Classroom Enhancement Fund – qui permettra d'augmenter les effectifs enseignants, y compris en adaptation scolaire, et d'étoffer le personnel en psychopédagogie et en orientation scolaire.

De nouveaux investissements de 131 millions de dollars viendront appuyer les traitements spécialisés intensifs en santé mentale et en toxicomanie pour les personnes aux prises avec des problèmes concomitants de maladie mentale complexe, de dépendance et de lésions cérébrales acquises. Ces fonds financeront aussi des lits pour le traitement sous contrainte à Prince George, à Maple Ridge et à Surrey.

Une nouvelle injection de 330 millions de dollars dans ChildCareBC protégera les services de garde sur lesquels comptent les familles en maintenant les tarifs réduits ainsi que les places et le soutien aux prestataires et au personnel éducateur acquis au cours des huit dernières années. Le budget 2026 prévoit aussi 25 millions en nouveaux fonds pour l'expansion des services de garde en milieu scolaire.

Grâce à un nouveau financement de 475 millions de dollars pour les enfants et les jeunes en situation de handicap, les familles recevront une aide directe pour financer les services de soutien et bénéficieront d'un meilleur accès à plus de prestataires dans leur collectivité.

Le budget 2026 alloue 139 millions de dollars sur trois ans pour réduire la récidive violente et la délinquance contre les biens chronique tout en facilitant l'accès rapide à la justice.

### **Des choix de dépenses disciplinés pour réduire les coûts et accroître les revenus**

Grâce à des économies sur les frais de fonctionnement et les programmes, le gouvernement a dépassé les objectifs initiaux de gestion des dépenses énoncés dans le budget 2025. Le Budget 2026 poursuit ce travail en introduisant des objectifs de réduction de la taille du secteur public et en générant de nouveaux revenus sur la durée du plan financier triennal.

« Nous faisons des choix judicieux pour assurer l'avenir de la province, déclare madame Bailey. Nous actualisons le régime fiscal afin d'accroître les recettes et d'éviter des compressions dans les services essentiels, tout en maintenant l'un des niveaux d'imposition les plus bas au pays pour les familles à revenus moyens ou modestes. Parallèlement, nous réduisons les dépenses publiques et rééchelonnons prudemment notre plan d'immobilisations de manière à rationaliser la prestation de services et la réalisation d'infrastructures. »

Pour améliorer les perspectives financières de la Colombie-Britannique et accroître les recettes de sorte à protéger les services essentiels, le budget 2026 augmente de moins de 0,6 point de pourcentage le taux du premier palier d'imposition. L'augmentation moyenne sera de 76 \$ en 2026, et plus de 40 % des contribuables réaliseront des économies grâce à la hausse du crédit de réduction d'impôt de la C.-B. Ce crédit compense la modification fiscale pour les personnes à faible revenu en Colombie-Britannique.

Les personnes à revenu moyen continueront de bénéficier de l'un des taux d'imposition les plus bas au pays, et le gouvernement continue de financer des programmes comme la prestation familiale de la C.-B., les services de garde d'enfants abordables et les tarifs d'assurance automobile réduits qui aident la population à faire face au coût de la vie.

Le budget 2026 augmente aussi la taxe sur la spéculation pour les propriétaires étrangers ou disposant de revenus étrangers non imposés au Canada, ainsi que, par le biais de modifications à la taxe scolaire additionnelle, l'impôt foncier des résidences de luxe évaluées à plus de 3 millions de dollars.

Le déficit devrait diminuer au cours du plan financier, passant de 13,3 milliards de dollars en 2026-2027 à 11,4 milliards en 2028-2029, à mesure que le gouvernement continue de réaliser ses objectifs grâce à l'examen de l'efficacité, aux restrictions d'embauche et à la prestation rationalisée

des programmes et des services. Le ratio du déficit au PIB de la Colombie-Britannique devrait reculer : de 2,9 % en 2026-2027 à 2,3 % en 2028-2029.

Le ratio de la dette au PIB de la Colombie-Britannique figure parmi les meilleurs au Canada et reste gérable par rapport à celui des provinces comparables, alors même que le gouvernement s'efforce de le réduire.

### **Un plan d'immobilisations s'inscrivant dans la durée**

La Province poursuit la construction d'infrastructures afin de créer des emplois et de répondre aux besoins de la population britanno-colombienne. Au cours des trois prochaines années, le gouvernement réalisera près de 38 milliards de dollars d'investissements financés par les contribuables. Ces fonds permettront de poursuivre la construction de 17 grands hôpitaux et établissements de soins de courte durée, les travaux d'agrandissement et de modernisation de 66 écoles de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, ainsi que d'importantes expansions du réseau de transport en commun et de la voirie.

Après plusieurs années consacrées à bâtir des infrastructures pour combler les lacunes et renforcer les services, la Colombie-Britannique ajuste le rythme de son plan d'immobilisations afin d'en assurer la viabilité à long terme.

Le budget 2026 fait des choix réalistes pour augmenter les recettes et protéger les services essentiels dans un contexte de défis financiers et d'incertitude mondiale, tout en améliorant l'efficacité du secteur public pour s'assurer qu'une plus grande partie des ressources parviennent aux services de première ligne.

### **Plus d'informations**

- Budget et plan financier 2026 : <https://www.bcbudget.gov.bc.ca/>
- Stratégie Look West pour l'emploi et la prospérité dans une Colombie-Britannique et un Canada plus forts : <https://gov.bc.ca/LookWest>
- Mesures prises par la Colombie-Britannique pour bâtir une économie forte : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/employment-business/strong-economy>

Quatre documents d'information suivent.

### **Renseignements**

Ministère des Finances  
Relations avec les médias  
250 893-1202

## DOCUMENT D'INFORMATION

### Protection des services essentiels

Le budget 2026 protège les services essentiels, comme la santé et l'éducation, et investit de nouveaux fonds dans le soutien aux personnes qui ont besoin de soins et d'assistance.

#### Soutien aux services à la petite enfance et à l'éducation de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année

- Le budget 2026 prévoit 634 millions de dollars en nouveaux fonds pour le personnel enseignant, les services aux élèves et le renforcement de l'éducation inclusive alors que le nombre d'élèves en éducation inclusive augmente.
  - Un investissement de 167 millions dans le fonds de renforcement des services en classe (Classroom Enhancement Fund) permettra d'augmenter les effectifs enseignants, y compris en adaptation scolaire, et d'étoffer le personnel en psychopédagogie et en orientation scolaire.
- Un fonds d'immobilisations de 3,9 milliards de dollars est alloué à la mise à niveau parasismique des infrastructures ainsi qu'à des projets visant à répondre à la croissance rapide des effectifs scolaires dans les collectivités de la province où la population a explosé.
- Le budget 2026 prévoit une injection de 330 millions de dollars dans ChildCareBC pour stabiliser les programmes et services sur lesquels comptent les familles pendant que le gouvernement s'emploie à moderniser le système de services à la petite enfance de la Colombie-Britannique.
  - Cette stabilisation est essentielle alors que les provinces et les territoires continuent de négocier avec le gouvernement fédéral pour accroître la souplesse et la résilience dans l'ensemble du système.
  - Ces fonds permettront de maintenir les tarifs réduits ainsi que les places et le soutien aux prestataires et au personnel éducateur acquis au cours des huit dernières années.
- Durant cette période de stabilisation, la Province prendra des mesures destinées à accroître l'équité au sein du système. Ayant été informée par les exploitants que les modèles de financements actuels ne sont pas assez souples pour permettre d'offrir des services inclusifs et de haute qualité, la Province n'acceptera aucune nouvelle adhésion au modèle de financement du fonctionnement (Operating Funding Model) ni au programme de garde d'enfants à 10 \$ par jour de ChildCareBC pendant la période de stabilisation. Les familles et les prestataires participant déjà au programme à 10 par jour ne verront aucun changement.

- À l'automne 2025, le gouvernement provincial a pris des mesures pour accroître l'offre de services à la petite enfance en milieu scolaire, reconnaissant que les écoles sont des noyaux de quartier pour les familles et qu'elles pourraient jouer un rôle accru dans la prestation de ces services.
- Alors que la Province poursuit l'intégration des derniers projets financés par le Fonds pour la création de nouvelles places en garderie (11 800 places), le gouvernement a l'intention de mettre l'accent sur l'expansion des services de garde avant et après les classes.
- Le budget 2026 prévoit 25 millions de dollars pour l'expansion des services de garde en milieu scolaire, répartis comme suit :
  - 5 millions de dollars en fonds d'immobilisations initiaux, relevant du ministère de l'Infrastructure ;
  - 20 millions de dollars sur trois ans pour le financement du fonctionnement, relevant du ministère de l'Éducation et des Services à la petite enfance.

## **Renforcement des services de santé**

- Le budget 2026 investit dans le système de santé 2,8 milliards de dollars en nouveaux fonds sur trois ans, dont :
  - 2,3 milliards de dollars pour accroître la capacité du système et répondre à la demande croissante de services, notamment pour financer l'embauche de plus de médecins, de personnel infirmier et d'autres prestataires de soins, ainsi que la planification, l'aménagement et l'exploitation d'hôpitaux et autres établissements de santé – nouveaux ou agrandis – partout dans la province ;
  - 131 millions de dollars pour le traitement intensif des problèmes de santé mentale et de toxicomanie, incluant une augmentation du nombre de places réservées aux soins sans consentement ;
  - 34 millions de dollars par année pour assurer l'accès à la fécondation in vitro de près de 1 800 familles de la Colombie-Britannique.
- Dans le cadre des efforts de la Province pour obtenir des fonds externes, des contributions fédérales de 447 millions de dollars aideront à financer les services de santé pour les personnes âgées, notamment par des traitements hors milieu hospitalier pour des besoins complexes et par l'amélioration de la sécurité et de la qualité des établissements de soins de longue durée.
- Un financement fédéral supplémentaire de 653 millions de dollars permettra d'élargir la couverture publique pour assurer la gratuité des médicaments antidiabétiques et améliorer la prise en charge de l'hormonothérapie pour la ménopause.

## **Aide pour les enfants et les jeunes en situation de handicap**

- Un investissement de 475 millions de dollars permettra de bâtir un système plus souple, plus allégé et plus équitable, mieux adapté aux besoins des enfants et des jeunes.
- Le budget 2026 investit dans trois domaines prioritaires :
  - La nouvelle prestation de la C.-B. pour enfants et jeunes handicapés (BC Children and Youth Disability Benefit) apportera une aide financière directe à environ 12 000 familles d'enfants présentant des handicaps importants et nécessitant un soutien accru et personnalisé.
  - Le nouveau supplément de la C.-B. pour enfants et jeunes handicapés (BC Children and Youth Disability Supplement) offrira jusqu'à 6 000 \$ par an pour alléger les pressions financières des familles à revenus faibles ou moyens qui élèvent un enfant handicapé.
  - Toutes les familles bénéficieront d'une expansion de 40 % des services de proximité, incluant le soutien accru en matière de comportement et de santé mentale.

## **Amélioration de la sécurité publique**

- La Province intervient sur tous les fronts – maintien de l'ordre, logement, santé, justice – pour briser le cycle de la criminalité et offrir le soutien nécessaire afin de bâtir des collectivités plus fortes et plus sûres pour l'ensemble de la population de la Colombie-Britannique.
- Le budget 2026 prévoit 139 millions de dollars de plus sur trois ans pour réduire la récidive violente et la délinquance contre les biens chronique et pour faciliter l'accès rapide à la justice. Ces investissements comprennent :
  - 73 millions de dollars pour continuer d'améliorer l'accès au système de justice et soutenir les opérations des tribunaux, notamment pour le recrutement et la rétention de shérifs et de procureurs de la Couronne, le soutien à la magistrature et à l'aide juridique, ainsi que le renforcement du service des poursuites pénales de la Colombie-Britannique ;
  - 16 millions de dollars pour la nouvelle initiative d'intervention en cas d'infractions répétées contre les biens (Chronic Property Offending Intervention Initiative). Ce programme renforce la surveillance et l'application de la loi pour des délits comme le vandalisme et le vol à l'étalage, qui nuisent aux entreprises locales ;
  - 26 millions de dollars pour l'initiative de lutte contre la récidive violente (Repeat Violent Offending Intervention Initiative). Les premières évaluations indiquent que ce programme entraîne une réduction significative des interactions avec la police et une approbation plus rapide des chefs d'accusation pour les délinquants violents à haut risque ;

- 24 millions de dollars pour la poursuite du programme d'enquêtes spéciales et de répression ciblée (SITE) et du programme de sécurité publique et de lutte ciblée contre la criminalité (CSTE). Ces deux programmes fournissent des ressources essentielles aux services de police pour lutter contre la récidive violente, s'attaquer au désordre public et orienter les personnes vers les services de proximité.
- La Province continuera de soutenir la lutte contre l'extorsion, notamment par l'entremise du Groupe spécial de lutte contre l'extorsion en Colombie-Britannique, qui assure la collaboration des municipalités, de la Province et du gouvernement fédéral pour le partage de renseignements et la réalisation d'enquêtes. Enfin, la Province a obtenu l'appui du gouvernement fédéral pour renforcer les effectifs policiers, accroître les ressources hélicoptères de la GRC et assurer la coordination nationale des efforts de lutte contre l'extorsion.

## **Renseignements**

Ministère des Finances  
Relations avec les médias  
250 893-1202



## **DOCUMENT D'INFORMATION**

### **Investissements dans l'avenir de la Colombie-Britannique**

Le budget 2026 trace la voie vers la sécurité économique en accélérant les grands projets, en attirant les investissements fédéraux et privés, en favorisant l'innovation et en facilitant l'accès des Britanno-Colombiennes et Britanno-Colombiens aux programmes de formation dans les métiers spécialisés.

#### **Création de débouchés grâce à la formation professionnelle**

Le budget 2026 prévoit des mesures qui permettront à plus de personnes à se former dans les métiers spécialisés à forte demande et ainsi accéder à des carrières stables et valorisantes, essentielles pour propulser la province au rang de moteur économique du Canada. Un financement total de 283 millions de dollars inclut :

- 241 millions de dollars destinés à doubler le financement des programmes de formation dans les métiers spécialisés sur trois ans ;
- 12 millions de dollars sur trois ans destinés à rehausser la subvention pour la formation du personnel et ainsi contribuer à doubler le nombre de places en apprentissage d'ici 2028-2029 ;
- 30 millions de dollars à investir dans la formation de spécialistes techniques en ajoutant des volets spécialisés à certains programmes existants, dont le génie, la géologie, l'informatique, la biologie et l'aérospatiale.

#### **Attraction d'investissements fédéraux et privés**

Un nouveau compte spécial pour les investissements stratégiques (Strategic Investments Special Account) de la Colombie-Britannique doté de 400 millions de dollars permettra à la Province de saisir rapidement les occasions de collaboration avec le gouvernement fédéral alors que ce dernier investit des milliards de dollars pour défendre la souveraineté du Canada, générant ainsi des emplois et des débouchés économiques. Ce compte spécial aidera le gouvernement provincial à attirer des investissements qui tirent parti des forces de la Colombie-Britannique dans des secteurs clés tels que l'énergie propre, la fabrication forestière durable, l'exploitation minière responsable et les technologies propres.

Grâce à ce compte, la Province pourra participer directement à la croissance des entreprises locales par le biais d'investissements directs, de prises de participation et de prêts. Ces outils financiers soutiendront l'expansion du secteur privé et la création d'emplois de qualité pour l'ensemble de la population.

## **Simplification des processus de délivrance de permis, investissement dans les ressources naturelles**

Le Budget 2026 alloue plus de 40 millions de dollars sur trois ans à l'élimination des obstacles et des chevauchements liés à la délivrance de permis dans les secteurs des ressources naturelles et du tourisme. Ce financement s'appuie sur les gains d'efficacité déjà réalisés, notamment :

- une augmentation de près de 35 % du nombre de permis d'exploration délivrés en 2025 par rapport à 2024 ;
- une réduction de 35 % des délais de traitement des demandes de grande exploitation minière depuis 2019 ;
- des investissements records de plus de 750 millions de dollars dans l'exploration minière.

Pour épauler le secteur forestier face aux tarifs internationaux persistants, à la diminution de l'approvisionnement en fibre et à la hausse des coûts de main-d'œuvre, la Province déploie de nouveaux investissements immédiats pour étayer la stabilité du secteur, protéger l'emploi et aider les collectivités à s'adapter. Elle mobilise une somme de 50 millions de dollars, composée de nouveaux fonds provinciaux et de la réallocation de fonds fédéraux, allouée comme suit.

- Un investissement immédiat de 15 millions de dollars versés à quelques organisations clés en 2025-2026 :
  - 5 millions au First Nations Forestry Council pour maintenir le programme de bourses d'études autochtones en foresterie et soutenir la participation des Premières Nations au secteur ;
  - 5 millions au Wildfire Reduction Equipment Support Trust afin d'aider les entrepreneurs forestiers à acquérir l'équipement spécialisé nécessaire pour récupérer la fibre pouvant être transformée en produits commercialisables ;
  - 5 millions au Forestry Service Providers Compensation Fund pour venir en aide aux entrepreneurs qui n'ont pas été payés pour leurs services en raison de l'insolvabilité du titulaire de tenure.
- La Province investit 15 millions de dollars en 2025-2026 pour reconstituer le capital du programme de financement et de soutien communautaire FireSmart, permettant à environ 75 administrations locales et Premières Nations de plus de renforcer leur résilience aux incendies de forêt par la formation, l'équipement, la mise à jour des règlements et les mesures de protection des bâtiments.
- La Province alloue 20 millions de dollars en fonds fédéraux au Northern Development Initiative Trust en 2025-2026 pour soutenir les employeurs et le personnel des industries de la forêt et de l'acier. Ce soutien complète les services offerts par WorkBC, garantissant l'accès de la main-d'œuvre aux mesures d'aide à l'emploi nécessaires.

Pour offrir un allègement des flux de trésorerie immédiat aux titulaires de tenure, la Province instaure un programme temporaire de report du paiement des droits de coupe (Stumpage Payment Deferral Program), en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 30 novembre 2026.

### **Soutien à l'investissement des entreprises**

La Colombie-Britannique a réalisé des investissements importants pour soutenir les entreprises et la productivité. Le budget 2026 prévoit un nouveau crédit d'impôt remboursable temporaire de 15 % pour les entreprises qui investissent dans des bâtiments, des machines et des équipements utilisés dans la fabrication et la transformation (Manufacturing and Processing Investment Refundable Tax Credit). Cette mesure aidera à accroître la productivité et la capacité concurrentielle des entreprises et contribuera à stimuler le secteur manufacturier de la province.

Le budget 2026 prolonge le crédit d'impôt pour l'industrie de la construction et de la réparation navales (Shipbuilding and Ship Repair Industry Tax Credit) jusqu'à la fin 2027 afin de continuer à soutenir le secteur maritime de la Colombie-Britannique, qui est le plus important au Canada.

Le gouvernement annonce ses plans de collaborer avec le secteur privé et le gouvernement fédéral à l'examen de la pertinence d'adopter un régime privilégié des brevets en Colombie-Britannique. Un régime privilégié des brevets pourrait offrir un taux d'imposition réduit sur les revenus tirés de la propriété intellectuelle en Colombie-Britannique.

### **Renseignements**

Ministère des Finances  
Relations avec les médias  
250 893-1202

## **DOCUMENT D'INFORMATION**

### **Actualisation du régime fiscal et optimisation des dépenses publiques**

L'incertitude économique mondiale, le ralentissement de la croissance et les coûts élevés exercent des pressions sur les finances publiques. Le budget 2026 mise sur des choix disciplinés pour limiter les dépenses gouvernementales et accroître les recettes, afin de solidifier les perspectives financières de la Colombie-Britannique, protéger les services essentiels, investir dans les entreprises et la main-d'œuvre, et faire en sorte que la province reste l'une de celles où le fardeau fiscal des familles est le plus faible au pays.

#### **Actualisation du régime fiscal de la Colombie-Britannique**

Les impôts constituent la majeure partie des recettes provinciales servant à financer les services essentiels en Colombie-Britannique. Le gouvernement introduit des modifications au régime fiscal afin de protéger ces services contre d'éventuelles compressions par l'entremise du budget 2026 :

- Augmentation du taux d'imposition de la première tranche de revenus de moins de 0,6 point de pourcentage, à savoir de 5,06 % à 5,60 %.
- Cela représente un montant supplémentaire de 76 \$ en impôt sur le revenu pour le contribuable moyen en 2026.
  - Toutefois, plus de 40 % des contribuables réaliseront des économies lorsque cette mesure est combinée à la hausse du crédit de réduction d'impôt de la C.-B.
  - Suspension de l'indexation des tranches d'imposition de 2027 jusqu'en 2030.
- Augmentation du taux de la taxe sur la spéculation et les logements vacants pour les propriétaires étrangers ou disposant de revenus étrangers non imposés au Canada, lequel passera de 3 % à 4 % pour l'année d'imposition 2027.
- Augmentation des taux de la taxe scolaire additionnelle, qui passe, dès l'année d'imposition 2027, de 0,2 % à 0,3 % pour les propriétés d'une valeur de 3 à 4 millions de dollars, et de 0,4 % à 0,6 % pour celles dont la valeur dépasse 4 millions de dollars.
- Élargissement de l'assiette de la taxe de vente provinciale (TVP) de façon à inclure les services professionnels comme la comptabilité et la tenue de livres, l'architecture, les géosciences et l'ingénierie, les frais de l'immobilier commercial ainsi que les services de sécurité et d'enquête privée.
  - Ce changement harmonise généralement la Colombie-Britannique avec la manière dont les autres provinces appliquent les taxes de vente à ces services.

- Retrait de l'exonération de TVP pour certains biens et services autrefois jugés essentiels, mais qui ne sont plus aussi couramment utilisés, comme le matériel de réparation de vêtements, les services liés aux vêtements et aux chaussures, la câblodistribution de base et les services de téléphonie fixe.
  - L'application de la taxe à ces services correspond généralement aux pratiques fiscales de la plupart des provinces.
- Ajout d'un nouveau crédit d'impôt remboursable temporaire de 15 % pour l'investissement dans la fabrication et la transformation destiné aux entreprises qui investissent dans des bâtiments, des machines et des équipements utilisés dans ces secteurs.
- Prolongation du crédit d'impôt pour l'industrie de la construction et de la réparation navales jusqu'à la fin 2027.
- Changement de la structure du taux d'intérêt s'appliquant au programme de report de l'impôt foncier, de taux simple à taux composé, et adoption d'un taux correspondant au taux de base plus 2 % pour les nouveaux prêts.

### **Séquencement stratégique du plan d'immobilisations**

- Le budget 2026 investit dans les infrastructures – hôpitaux, écoles, transports en commun, etc. – dont les gens et les collectivités ont besoin.
- Le plan financier prévoit près de 38 milliards de dollars en projets d'immobilisations :
  - 17 grands hôpitaux et établissements de soins de courte durée dans des collectivités, dont Vancouver, Surrey, Duncan, Kamloops et Williams Lake ;
  - d'importants projets d'expansion du réseau de transport en commun, dont le métro Broadway et le SkyTrain de Surrey à Langley ;
  - 66 projets majeurs d'agrandissement et de modernisation d'écoles, de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, dans plusieurs collectivités, dont Mission, Prince Rupert et Langley ;
  - des projets de logement étudiant qui ajouteront 3 900 nouveaux lits pour les établissements postsecondaires de collectivités comme Nanaimo et New Westminster ;
  - la première nouvelle faculté de médecine dans l'Ouest canadien depuis près de 60 ans, située à Surrey.
- Actuellement, les finances publiques subissent des pressions budgétaires accrues. Pour atténuer l'escalade des coûts de construction et maintenir un ratio dette-PIB concurrentiel, la Province ajuste le rythme du plan d'immobilisations afin de continuer à construire les écoles, les hôpitaux et les transports en commun dont la population a besoin, et ce, de manière durable.

- Face au vieillissement de la population, le gouvernement optimise la création de lits en révisant son programme d'infrastructures de soins de longue durée pour réduire les coûts sans compromettre la qualité et la sécurité des soins aux aînés.
- Le gouvernement ajuste le calendrier de livraison de plusieurs projets de soins de longue durée déjà approuvés afin d'intégrer les leçons tirées des projets en cours et de son examen du programme d'infrastructures. Parmi les projets concernés figurent des établissements de soins de longue durée à :
  - Abbotsford,
  - Campbell River,
  - Chilliwack,
  - Kelowna (remplacement de Cottonwoods),
  - Delta,
  - Fort St. John,
  - Squamish (Hilltop).
- Deux autres projets font l'objet d'un réajustement du rythme de réalisation :
  - la phase 2 de l'hôpital et du centre de soins oncologiques de Burnaby, alors que le gouvernement actualise les plans pour s'assurer que le projet répond aux besoins de la collectivité ;
  - l'expansion de la résidence pour étudiants de l'Université de Victoria.
- Le gouvernement ajuste le rythme de certains investissements dans le logement. Cela comprend la réallocation de près de 1,4 milliard de dollars sur l'ensemble du plan financier.

### **Optimisation de l'efficacité gouvernementale**

Le gouvernement continue d'optimiser l'utilisation des ressources et de rationaliser les programmes afin de garantir une prestation de services efficace, efficiente et abordable à long terme.

Dans la poursuite des objectifs de gestion des dépenses annoncés dans le budget 2025, le gouvernement a réduit ses dépenses de 400 millions de dollars pour l'exercice 2025-2026. Ces économies découlent des ajustements d'effectifs, des restrictions d'embauche et de la réduction des dépenses non obligatoires par la révision des déplacements, des contrats de consultation et des frais de bureau et d'entreprise.

Pour poursuivre cet engagement, le budget 2026 prévoit des économies estimées à 3,5 milliards de dollars sur la durée du plan financier grâce à la gestion des dépenses. Ces résultats seront atteints en

poursuivant les mesures instaurées en 2025-2026, ainsi qu'en recalibrant la prestation des programmes et en révisant les allocations des fonds.

De plus, le gouvernement s'engage à réduire la taille du secteur public de 15 000 postes en équivalent temps complet (ETC) sur la durée du plan financier triennal, tout en protégeant les services de première ligne et en reconnaissant que certains secteurs, comme la santé et l'éducation, devront continuer à pourvoir des postes essentiels de première ligne. Le secteur public inclut des organismes en dehors des ministères centraux : sociétés d'État, conseils scolaires, établissements postsecondaires, régies de santé.

Dans le cadre des réductions au sein du secteur public, le gouvernement fixera des cibles précises pour réduire le nombre de postes de direction, en mettant l'accent sur les sociétés d'État et le secteur de la santé. La Province vise à réduire l'effectif de la fonction publique de la Colombie-Britannique, à savoir des ministères centraux, de 2 500 ETC d'ici la fin du plan financier. Ces réductions s'effectueront en grande partie par voie d'attrition et de départs volontaires. D'autres mesures, comme les incitatifs à la retraite anticipée et au départ volontaire, pourraient être utilisées pour favoriser la transition vers une fonction publique moins nombreuse et plus efficace.

## **Renseignements**

Ministère des Finances  
Relations avec les médias  
250 893-1202

## **DOCUMENT D'INFORMATION**

### **Plan financier pour la période de 2026-2027 à 2028-2029**

Le budget 2026 repose sur des choix disciplinés visant à protéger les services essentiels et à réaliser des investissements ciblés pour stimuler l'économie de la Colombie-Britannique tout en améliorant les perspectives financières à long terme.

Par ces temps d'incertitude économique, le budget 2026 tend à une économie parée pour l'avenir par la formation de plus de personnes pour les emplois de qualité, en attirant les investissements privés et fédéraux et en favorisant l'innovation.

Le budget vise à accroître les recettes gouvernementales en apportant des modifications au régime fiscal, tout en optimisant l'efficacité des programmes, en réduisant les dépenses et en protégeant les services sur lesquels compte la population.

Après huit années de construction rapide, le budget 2026 rajuste le rythme du plan d'immobilisations afin d'en assurer la viabilité à long terme.

#### **Perspectives économiques**

La Colombie-Britannique devrait connaître une croissance économique lente à modérée, avec une progression du PIB réel projetée à 1,3 % en 2026 et à 1,8 % en 2027. Ces prévisions s'expliquent par l'incertitude persistante entourant les échanges commerciaux et par les répercussions des changements apportés par le gouvernement fédéral aux politiques d'immigration. La croissance économique devrait s'affermir à moyen terme (2028-2030) pour atteindre une moyenne annuelle de 2,1 %, à la faveur d'une normalisation des niveaux d'immigration et d'une atténuation des incertitudes commerciales.

#### **Perspectives budgétaires**

Le budget 2026 présente un déficit révisé de 9,6 milliards de dollars pour l'exercice 2025-2026, soit une baisse de 1,6 milliard de dollars par rapport aux prévisions du deuxième rapport trimestriel. Cette amélioration est principalement attribuable à l'augmentation des recettes issues de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, ainsi qu'à une diminution des dépenses liées aux crédits d'impôt remboursables. Les prévisions pour l'exercice 2025-2026 bénéficient également du versement ponctuel de 2,7 milliards de dollars découlant du règlement avec l'industrie du tabac, qui réduit le déficit projeté.



Le Budget 2026 prévoit une réduction progressive des déficits sur la période de trois ans couverte par le plan financier :

- de 13,3 milliards de dollars pour l'exercice 2026-2027,
- de 12,2 milliards de dollars pour l'exercice 2027-2028,
- de 11,4 milliards de dollars pour l'exercice 2028-2029.

En conséquence de cette baisse progressive des déficits, le ratio du déficit au PIB de la Colombie-Britannique reculera au cours des trois prochains exercices, passant de 2,9 % en 2026-2027 à 2,3 % d'ici 2028-2029.

### **Perspectives d'évolution des recettes**

Le montant total des recettes publiques devrait atteindre 85,5 milliards de dollars en 2026-2027, 88,6 milliards en 2027-2028 et 91,8 milliards en 2028-2029. La croissance est principalement portée par l'augmentation des recettes fiscales attribuable en partie aux nouvelles mesures mises en œuvre, par les revenus tirés des ressources naturelles et par le revenu net des sociétés d'État commerciales.

Les perspectives d'évolution des recettes tiennent compte de l'incertitude créée par les tarifs douaniers imposés par les États-Unis.

### **Perspectives d'évolution des dépenses**

Le montant des dépenses publiques sur la durée du plan financier triennal est prévu atteindre 98,8 milliards de dollars en 2026-2027, 100,7 milliards en 2027-2028 et 103,2 milliards en 2028-2029. Ces investissements permettront de soutenir les programmes et services essentiels sur lesquels compte la population, notamment les soins de santé, le soutien aux enfants et aux jeunes et la sécurité publique. Ils serviront également à accroître les ressources de formation professionnelle et à assurer l'avenir économique de la Colombie-Britannique.

Le budget 2026 prévoit des provisions pour imprévus de 5 milliards de dollars par exercice pour la durée du plan financier. Ces sommes permettront d'assumer l'augmentation des dossiers à traiter, les coûts découlant des mandats de négociation collective actuels et d'autres coûts inconnus au moment de l'élaboration du budget, comme ceux des mesures liées à l'incertitude commerciale persistante, des interventions d'urgence et de l'atténuation des risques d'inondation.

### **Investissements en capital**

Le budget 2026 prévoit un total de 37,7 milliards de dollars en investissements en capital financés à même l'argent des contribuables sur trois ans. Cette enveloppe comprend 13,8 milliards de

dollars pour renforcer les infrastructures de transport et de transport en commun afin de faciliter la circulation des personnes et des marchandises ; 11,1 milliards de dollars pour financer la construction et la modernisation d'établissements de santé ; et 3,9 milliards de dollars pour construire, rénover et mettre aux normes parasismiques les écoles de la province.

Par ailleurs, les dépenses d'immobilisations autofinancées par les sociétés d'État commerciales sont estimées à 15,3 milliards de dollars sur trois ans, principalement pour la production et le transport d'électricité.

## **Abordabilité de la dette**

La dette absorbée par le contribuable de la Colombie-Britannique est prévue se chiffrer à 116,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2025-2026, soit environ 2,2 milliards de dollars de moins que prévu dans le budget 2025. Cette baisse est attribuable à l'amélioration des résultats de fonctionnement et à la réduction des dépenses d'immobilisations. Grâce à ces prévisions revues à la baisse, le ratio de la dette au PIB est maintenant projeté à 26,1 % pour 2025-2026, comparativement à 26,4 % à la fin du deuxième trimestre.

La dette absorbée par le contribuable devrait passer à 189 milliards de dollars au cours de la période visée par le plan financier, alors que la Province continue d'investir pour protéger les services essentiels et construire des écoles, des routes, des hôpitaux et des infrastructures de transport en commun.

Le ratio de la dette absorbée par le contribuable au PIB, un indicateur clé utilisé par les agences de notation, devrait se situer à 30,6 % en 2026-2027, 34,4 % en 2027-2028 et 37,4 % en 2028-2029. Le ratio du passif financier net au PIB de la Colombie-Britannique reste l'un des plus bas au Canada. Il est actuellement inférieur à celui de la plupart des provinces, y compris l'Ontario et le Québec. Le coût du service de la dette de la province reste faible par rapport à d'autres administrations.

Le budget 2026 met l'accent sur le rééchelonnement stratégique du plan d'immobilisations, sur les choix disciplinés et les investissements ciblés afin de réduire le déficit au fil du temps. Ces mesures aideront la Colombie-Britannique à maintenir un ratio du passif net au PIB concurrentiel par rapport aux provinces similaires.

## **Renseignements**

Ministère des Finances  
Relations avec les médias  
250 893-1202